Déclaration de la FNEC-FP-FO au CTPD du 3 juin 2009

Monsieur l'Inspecteur d'académie,

La FNEC-FP-FO tient à dénoncer dans cette instance, les conditions déplorables dans lesquelles se trouvent les personnels précaires de l'Education nationale dont les contrats arrivent à terme d'ici fin juin 2009.

Les EVS-AVS-AE ont assuré durant les trois années de leur contrat des tâches administratives, de surveillance et d'encadrement d'élèves handicapés, avec des conditions salariales déplorables.

Aujourd'hui, alors que tout le monde reconnaît l'utilité de leur travail dans les établissements scolaires ainsi que leur dévouement et que ces postes sont pérennisés, le gouvernement veut renvoyer au chômage 32.000 de ces personnels d'ici fin juin en ne renouvelant plus leurs contrats. Cela au moment où les licenciements succèdent aux licenciements, avec près de 3000 chômeurs en plus par jour en moyenne depuis le début de l'année

Notre fédération est mobilisée, avec les personnels précaires, les enseignants et les parents d'élèves pour empêcher ces 32.000 licenciements alors que le gouvernement multiplie les déclarations où il annonce faire de l'emploi sa priorité !

Les revendications de ces personnels sont légitimes : ils ne veulent pas perdre leur emploi et demandent à pouvoir continuer à occuper leur poste et leurs missions dans leurs établissements actuels.

Aucun AVS-EVS au chômage fin juin, réemploi de tous les personnels, transformation de tous les emplois contractuels en emplois statutaires sont ces revendications que nous sommes allées porter devant le chef de cabinet du préfet, mercredi dernier, dans notre département comme dans tous les départements tandis qu'une délégation se rendait au ministère de l'Education Nationale.

Nous avons remis aux autorités les 3665 signatures des pétitions unitaires collectées sur le département par la FNEC FP FO 13 et les 65 motions de conseil des maîtres qui soutiennent nominativement autant d'EVS-AVS-AE menacés de perte d'emploi.

Face à l'argument que les personnels qui avaient signé les contrats le savaient depuis le début et ont bénéficié d'une formation, nous avons démontré les insuffisances de la formation et l'absence de débouchés. Il est précisé que dans le contrat CAV, « *le salarié doit bénéficier obligatoirement d'actions de formations et d'accompagnement qui peuvent être menées pendant le temps de travail et en dehors de celui-ci(...) Les engagements sont réciproques et consignées dans la convention liant les parties (...)* »

Or les personnels n'ont pas été contactés pour participer à des formations professionnelles et qualifiantes, nécessaires à la recherche d'un nouvel emploi. Le plus souvent, elles ont du s'auto-former et faire des démarches pour obtenir certaines formations.

Les seules formations proposées se tenaient hors temps de travail et ne répondaient pas vraiment aux attentes des salariés. Par ailleurs, leur contrat ayant moins de trois ans pour certains, ils ne peuvent bénéficier de la validation des acquis.

Rappelons que ce n'est pas de la responsabilité du salarié de trouver la meilleure porte de sortie à ce contrat. Il est de la responsabilité de l'employeur public de se charger de l'avenir professionnel de ses salariés. La formation aurait du être initialisée dès l'entrée dans le contrat et se finaliser à sa sortie.

Le chef de service de la Direction Départementale du Travail a précisé que les contrats CAV et CAE ont pour objectif principal de reprendre pied avec la vie active et de proposer un accompagnement afin d'être compétitif sur le marché du travail.

Or, ces contrats, de par leur nature, ne permettent pas cette compétitivité. Nos collègues ont rendu un service à l'Etat. Ils se sont investis dans les établissements pour 800 euros par mois et maintenant, l'Etat veut les renvoyer au chômage, sans aucune formation, c'est particulièrement injuste !

Force Ouvrière demande que l'Etat prenne en charge ses personnels et réponde favorablement aux revendications, dont celle du renouvellement des contrats afin de pallier à l'absence de formation de reconversion. Il demande enfin que soit étendu à l'ensemble des EVS-AVS-AE ce qui est possible pour les travailleurs handicapés et ceux qui ont signé leur contrat à 50 ans révolus, soit une extension du contrat de 36 mois à 60.

Dans les questions diverses :

Inscriptions en maternelle :

Nous tenons à faire part de notre inquiétude, de celle de nos collègues et des familles au moment des inscriptions à l'école maternelle. De plus en plus d'enfants de 3 ans révolus à la rentrée ne sont pas assurés d'être scolarisés en septembre 2009 et sont inscrits sur des listes d'attente : 10 à la maternelle St Louis Campagne L'évêque, 20 à l'école maternelle Malpassé les Floralties, 50 à l'école maternelle Copello, les élèves inscrits sur la base de la date de naissance et seulement pour ceux nés jusqu'en août 2006 à la maternelle Abbé de l'Epée, l'IEN bloquant des places parce que les écoles alentours sont surchargées... quelques exemples parmi des dizaines.

Inquiétude d'autant plus importante au moment où le gouvernement organise l'expérimentation des « jardins d'éveil » dans les écoles maternelles avec des représentants de l'AMF (Association des Maires de France), de la CNAF (Caisse Nationale d'Allocations Familiales), de la DGAS (Direction Générale des Affaires Sociales), de la Fédération des entreprises de crèches... ce qui représente une véritable attaque contre l'existence de l'école maternelle publique, laïque et gratuite et du statut de fonctionnaire d'Etat de ses personnels.

Nous vous demandons solennellement d'ouvrir les classes nécessaires pour accueillir ces enfants.